

# Le P.S.U. devant ses responsabilités

Michel Rocard

Le VII<sup>e</sup> Congrès du P.S.U. sera difficile. Il le sera parce que le P.S.U. représente aujourd'hui une réalité suffisamment vivante et insérée dans la lutte de classe pour qu'il ne puisse plus se permettre d'éluder les choix devant lesquels il se trouve et de fuir ses responsabilités.

De fort nombreux camarades paraissent regretter qu'un véritable débat de fond ait été ouvert. Pour eux, le débat aurait été meilleur, plus libre sans doute, s'il avait pu se dérouler sans aucun rapport avec la composition de la direction du parti, sagement préservée au préalable par un accord de sommet. Ce genre de pratiques bureaucratiques vide en fait la discussion politique de toute signification et coupe la base du parti de sa direction. Je ne regrette en rien d'avoir rendu impossible une telle manœuvre.

Ainsi notre ligne de toujours : l'unité pour quoi faire ? avec qui ? doit s'appliquer aussi à notre parti sous peine d'inconséquence politique. L'échantillon de signatures et le contenu de certains textes d'orientation montrent que cette ligne n'est hélas ! pas celle de tous. Je crois pour ma part que le besoin prioritaire du parti est celui de la clarté. La direction sortante a éclaté : les camarades ont le devoir de trancher eux-mêmes les conflits et de mettre en place une direction qui corresponde dans son équilibre aux choix majoritaires du Parti. Ces choix résulteront des accords politiques conclus entre les courants qui les auront faits ensemble. Si l'unité du parti est en question, c'est le seul moyen de la préserver. On ne règle pas les problèmes en les étouffant. Une politique ne peut être faite correctement que par les hommes qui la croient juste. Fort de l'expérience de ces dernières années, je me permets de répéter ce que j'ai dit à la D.P.N. de février : je crois nocive pour le parti toute conception de la direction qui ne correspondrait pas à ces critères.

Pour cela un examen attentif de la situation telle qu'elle est pour le P.S.U. est nécessaire : la priorité politique donnée à notre intervention dans le secteur ouvrier et paysan a permis un progrès réel mais qui reste insuffisant. Le renforcement de ces secteurs au niveau structurel, politique et militant, la nécessaire transformation de la base sociale du

parti, seront donc des tâches essentielles de ce Congrès. Mais plus encore que nos insuffisances, nos erreurs doivent être sérieusement analysées : sur de nombreux terrains nous avons été incapables de proposer des alternatives de lutte de masse aux stratégies réformistes. Nous avons perdu ainsi nombre de camarades que la pratique commune des luttes et le débat politique auraient intégrés au mouvement révolutionnaire.

L'essentiel reste donc le débat politique de fond. Et il porte d'abord sur l'analyse de la période. Sur ce point le désaccord est net avec nos camarades de la Gauche révolutionnaire :

Si l'on juge la période révolutionnaire ou proche de l'être, il en découle logiquement que l'on compte sur l'événement économique et social pour accélérer la prise de conscience des masses, et que le travail politique doit exclusivement se consacrer à provoquer des ruptures, briser toutes les formes anciennes de légalité, créer des formes nouvelles de démocratie et d'organisation, déborder et si nécessaire détruire les formes archaïques d'organisation, tel le mouvement syndical, qui risquent de ralentir le mouvement. Il n'y a pas à craindre d'isolement pour les militants qui mènent les luttes les plus avancées puisque la période est telle que le gros de la classe ouvrière les rejoint et les renforce au fur et à mesure que s'approfondit la crise. Oui, le texte n° 2 a une cohérence. Il serait grotesque de se livrer entre ce texte et le nôtre à une bataille d'amendements pour essayer de trouver un compromis sur chaque problème de tactique : deux logiques s'affrontent : la période permet-elle d'engager une pratique de cette nature ? Pour moi, notre défaite dans le secteur étudiant s'explique avant tout par une analyse fautive des chances de « montée des luttes révolutionnaires » à l'Université, c'est-à-dire par une sous-estimation de la capacité de riposte de la bourgeoisie et de l'emprise de son idéologie sur la masse étudiante, c'est-à-dire finalement par une erreur sur la nature de la période. Nous avons laissé notre secteur étudiant mener ses luttes de manière telle qu'il s'est coupé de la classe ouvrière, isolé même de la masse étudiante, et qu'il a été battu. L'essentiel est aujourd'hui de ne pas faire d'erreur de même nature dans le secteur de la production.

Car si l'on juge que la période n'est pas encore révolutionnaire, que la bourgeoisie a encore une puissance, une capacité d'intervention politique considérables, que les travailleurs sont encore profondément marqués par le réformisme, alors la stratégie change. Une telle situation implique en effet une longue période d'avancées et de reculs, des victoires partielles et des répressions. Le mouvement révolutionnaire ne peut compter sur une extension rapide des luttes, il lui faut rechercher des victoires partielles et les consolider. Caterpillar et Coder furent certes des luttes tout à fait exemplaires ; ce n'en sont pas moins de lourdes défaites. Est-il sûr que le mouvement révolutionnaire ait progressé à travers elles ? Je crains plutôt l'effet démobilisateur de la défaite. Eviter ce genre de situations, c'est savoir mener les luttes en préservant une liaison étroite avec les travailleurs, en gardant toujours le souci que le rapport de forces créé soit durable, et soit consolidé à travers les liens des militants révolutionnaires avec le mouvement syndical, y compris même à travers les positions légales qu'ils peuvent occuper, à travers surtout leur volonté et leur capacité de construire l'unité ouvrière autour des orientations révolutionnaires.

Ce problème de l'analyse de la période, de la mesure des possibilités de riposte que conserve la bourgeoisie et des conclusions qui en découlent pour notre stratégie ne concerne pas seulement deux textes mais toutes les orientations proposées. Notre attitude à propos du parti communiste français découle de cette analyse. Conduit à une action purement réformiste par la logique de sa stratégie frontiste, le P.C.F. récuse la politisation des luttes sociales et défend une vision centralisée et bureaucratique de la société socialiste. Pour ces deux raisons, il ne peut y avoir d'accord stratégique réel, et par conséquent pas de programme de gouvernement commun entre le P.C.F. et nous. Nous partageons de ce point de vue les analyses des textes 1 et 3. Mais cela ne règle pas tout. Jugeons-nous la crise révolutionnaire suffisamment proche pour pouvoir espérer que les masses se rallieront à notre stratégie à partir de ses seules vertus politiques et de la netteté de son affirmation ? Je n'en crois rien. La perspective d'une montée révolutionnaire des luttes n'est pas suffisamment proche pour que nous puissions négliger la volonté unitaire qui a toujours marqué les combats de la classe ouvrière. La politique de front unique des travailleurs est alors la seule réponse. L'examen des textes montre que cette perspective est largement partagée dans le parti. Elle ne consiste évidemment pas à faire alliance à tout prix. Elle consiste au contraire à partir de la ligne

révolutionnaire pour rechercher des accords tactiques, et conserve toute sa validité, que des accords tactiques soient effectivement passés ou qu'au contraire, en les refusant comme il l'a fait (sur divers fronts de lutte : transports, emplois, municipales) le P.C. fasse la double preuve de son orientation réformiste et de sa volonté de diviser les forces ouvrières.

Cette politique a d'ailleurs un autre fondement : l'analyse de la base sociale du parti communiste. Nul ne peut considérer que cette base sociale doive être rejetée tout entière comme réformiste, et la seule conclusion logique est qu'il faut s'adresser à elle à travers la politique de front unique pour faire éclater les contradictions de la stratégie du P.C., plutôt que pour admonester la base en la dressant contre sa direction, ce qui donne toujours le résultat inverse.

Il est regrettable que le problème de la base sociale du mouvement révolutionnaire qui conditionne notre politique vis-à-vis du P.C. comme vis-à-vis de beaucoup d'autres forces, ne soit pas posé par les cinq premiers textes d'orientation. C'est encore un signe du volontarisme révolutionnaire qui est sans doute la plus grande faiblesse du P.S.U. actuellement.

Aujourd'hui, le problème essentiel pour le mouvement révolutionnaire est en effet que, devant l'ensemble des travailleurs, une alternative sérieuse soit opposée à la stratégie de démocratie avancée. Cette alternative révolutionnaire suppose un projet socialiste d'une certaine précision et c'est pourquoi nous proposons que la principale initiative du P.S.U. dans le proche avenir porte sur ce problème. Trop de textes évoquent les relations du parti avec les masses comme si nous concevions une société socialiste à parti unique. Trop de textes affectent d'ignorer les difficultés économiques considérables qu'ont vécues les expériences socialistes connues jusqu'ici. Tout cela doit trouver réponse, il n'y a pas de projet révolutionnaire crédible sans cet effort. Il n'y aura pas d'alternative révolutionnaire si elle n'est pas prise en charge par les masses d'où elle tire sa seule légitimité. Le problème de l'action illégale n'est posé que par l'illégitimité de la domination bourgeoise. Notre action vise à créer la légitimité d'un pouvoir nouveau, celui des travailleurs. Elle perd sa raison d'être dès que ce rapport avec les travailleurs se coupe ou s'affaiblit. C'est pourquoi la lutte idéologique contre les idées et les valeurs imposées par les traditions bourgeoises a aujourd'hui une importance de premier plan : c'est grâce à elle qu'une progression dans la prise de conscience collective des travailleurs peut

permettre le développement d'un courant révolutionnaire aguerris par ses luttes et renforcé par l'appui des masses. La précipitation et l'activisme sont peut-être aujourd'hui nos tentations les plus dangereuses.

Le texte 6, a voulu tracer les grandes perspectives de l'action du parti pour les deux ans à venir. Il nous faut à la fois :

— développer le parti au service du mouvement révolutionnaire, dans un rapport étroit avec les militants et les organisations qui s'y inscrivent par la nature même de leurs luttes ;

— unifier ces luttes et leur donner une perspective politique : c'est le rôle du programme révolutionnaire.

Sur ce dernier point, la plupart des textes proposés aux militants s'en tiennent à un prudent silence.

Or, il serait grave d'imaginer que les travailleurs

peuvent s'inscrire en masse dans le mouvement révolutionnaire, si l'enjeu collectif de leur combat n'est pas clairement démontré. Les militants politiques ont à cet égard une responsabilité spécifique : se montrer incapables d'y répondre, c'est faire le jeu de la stratégie de la démocratie avancée et faciliter les processus d'intégration dans la société capitaliste.

Pour que notre parti puisse jouer son rôle dans l'édification de ce programme, il lui faut se lier aux luttes réelles des travailleurs ; il lui faut aussi une cohésion et une cohérence suffisantes dans ses interventions.

Une clarification pouvant entraîner des accords politiques précis est donc nécessaire : la direction devra correspondre aux choix effectués devant le parti tout entier. □